

Le Baromètre politique

○ **Le dernier Baromètre La Libre-RTBF-Dedicated montre que seul un tiers des francophones soutient le MR dans son aventure avec les partis flamands.**

○ **Mais l'électorat MR est plus emballé. Et celui de la N-VA approuve la stratégie des nationalistes.**

Le "suédoise" n'a pas la cote au sud du pays

50% des francophones rejettent la décision du MR de négocier avec la N-VA

Charles Michel a-t-il bien fait de lancer le MR tout seul du côté francophone dans des négociations fédérales avec la N-VA? Si le gouvernement "suédois" de centre droit est finalement mis en place et fonctionne, le MR pourrait en retirer des bénéfices électoraux. Si le MR s'embarque en fait dans une majorité de haute turbulence avec un Bart De Wever intraitable qui fait vaciller l'édifice gouvernemental à chaque prétexte, les libéraux risquent au contraire de le payer cher.

L'avenir dira si Charles Michel a fait le bon choix pour son propre parti... Mais ce qui est sûr à ce stade, c'est qu'il doit encore convaincre de nombreux francophones. En effet, un francophone sur deux rejette la décision du MR: celle de négocier seul avec les Flamands dont la N-VA. C'est l'un des résultats du nouveau baromètre politique La Libre/RTBF/Dedicated.

En effet, que ce soit en Wallonie ou à Bruxelles, la moitié des personnes interrogées dans le cadre de ce sondage estime que le MR a eu tort de tenter la "suédoise", soit cette coalition inédite qui devrait bientôt associer le MR à la

N-VA, au CD&V et à l'Open VLD. Les Bruxellois rejettent le choix du MR à concurrence de 51%. Idem en Wallonie: 53% de rejet. Du côté des sondés qui donnent raison au choix historique de Charles Michel, ils sont 29% à Bruxelles et 30% en Wallonie.

Autrement dit, le MR se heurtant à l'incompréhension voire à la réprobation d'un francophone sur deux, il devra faire preuve de pédagogie, si la "suédoise" voit le jour, expliquer encore et encore son choix, le justifier en permanence. Car, en cas d'échec de ce gouvernement, par exemple sur un clash communautaire provoqué par les nationalistes flamands au pouvoir, l'électorat francophone pardonnera difficilement aux réformateurs.

Raz-de-marée "suédois" au MR

Quoi qu'il en soit, il y a aussi du positif pour le parti de Charles Michel dans le baromètre politique. Une chose est certaine à ce stade: les électeurs du MR soutiennent massivement le choix de leur président de se lancer dans la

mise en place d'une telle majorité avec la N-VA. Les résultats sont sans appel: à Bruxelles, 77% des personnes interrogées se déclarant proches des libéraux approuvent l'option "suédoise". En Wallonie, c'est encore plus fort: 82%.

Traduction: Charles Michel a assis son autorité sur le MR et a donné des gages à son noyau dur électoral, en plus de satisfaire les barons du parti qui réclamaient un gouvernement sans le PS au fédéral, quitte à prendre langue avec le sulfureux Bart De Wever. C'est important pour la suite car les dirigeants du MR savent qu'ils ont le soutien quasi unanime de leurs propres troupes. Si jamais la majorité de centre droit se "crashait", le MR ne devrait pas, en principe, se faire ratiboiser aux élections en perdant même son propre électorat traditionnel. La casse serait limitée.

Marge électorale pour le MR

Inversement, un faible pourcentage de personnes se déclarant proches d'autres partis estiment également que le MR a eu raison de tenter l'aventure. Par exemple, à Bruxelles 20% des personnes proches d'Ecolo trouvent que le

MR a eu "plutôt raison" de négocier avec la N-VA. Peut-être une marge électorale à capturer par les libéraux aux prochaines élections...

F.C.



Après les élections, le MR a décidé de mener comme seul parti francophone les négociations pour la formation du nouveau gouvernement fédéral. Trouvez-vous que le MR a eu... de mener comme seul parti francophone les négociations pour la formation du nouveau gouvernement fédéral?

	BELGIQUE (*)	FLANDRE	BRUXELLES	WALLONIE
Tout à fait raison	20	26	14	11
Plutôt raison	25	30	15	19
Plutôt pas raison	13	11	16	17
Pas du tout raison/tout à fait tort	19	7	35	36
Sans avis	23	26	20	17

Source : Dedicated Research, septembre 2014

(*) Résultats pondérés selon le poids des régions

La Libre - RTBF

Le "non" du CDH accueilli de manière mitigée en Wallonie et à Bruxelles

Des résultats mi-figue mi-raisin, dignes des centristes du CDH... Il a été demandé aux sondés du baromètre La Libre/RTBF/Dedicated s'ils trouvent que le président des humanistes Benoît Lutgen a eu raison "de refuser la proposition de s'associer aux négociations pour la formation du nouveau gouvernement fédéral". Il apparaît que les réponses en Wallonie et à Bruxelles sont très partagées.

Le "non" fut double. D'abord à l'informateur Bart De Wever (N-VA), qui avait remis une note aux responsables du CDH, du MR et du CD&V pour s'engager, avec les nationalistes, dans un gouvernement de centre droit. Le deuxième "non", celui-là nettement moins clair, a été donné aux coformateurs Charles Michel (MR) et Kris Peeters (CD&V) de la future majorité "suo-duo" (MR, N-VA, CD&V, Open VLD) que le CDH aurait pu intégrer in extremis. Le CDH, cependant, dément avoir été officiellement invité.

La question du baromètre porte sur la fin de non-recevoir qui aurait été envoyée à Charles Michel. On peut cependant raisonnablement penser que, vu l'intitulé de la question, c'est le refus

même d'entrer en négociations avec les partis en présence qui est évalué.

27% des Belges derrière Lutgen

Et donc? Au niveau national, seulement 27% des sondés estiment que Benoît Lutgen a eu raison de ne pas négocier; et 43% qu'il a eu tort (les 30% restants ne se prononcent pas). La différence se marque surtout en Flandre, région où il est... impossible de voter pour le CDH (sauf dans la périphérie bruxelloise). A peine 18% des sondés flamands soutiennent le Bastognard, contre 45% qui le critiquent.

Les scores à Bruxelles et en Wallonie, où résident les électeurs des centristes, sont bien plus pertinents. Le résultat y est très mitigé. 39% des Bruxellois trouvent que Benoît Lutgen a eu raison, contre 40% qu'il a eu tort. Et 40% des Wallons le soutiennent, contre 38% qui fustigent son attitude.

Des scores tels que ceux-ci, étonnamment similaires entre opposants et partisans, ne simplifieront pas l'examen postélectoral à la rue des Deux

Eglises. L'analyse plus fine par type d'électorat (c'est-à-dire parti par parti, ce qui permet de dégager des grandes tendances) donne toutefois des indica-

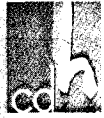
tions un peu plus claires. On constate ainsi que les sondés, qui déclarent avoir voté pour le CDH le 25 mai dernier, sont plutôt favorables à la décision prise par le président, même si la tendance n'est pas écrasante.

La gauche défend, la droite attaque

Ce qui est plus net, en revanche, c'est le constat que les électeurs de gauche (PS et PTB) soutiennent assez largement Benoît Lutgen, alors que ceux de droite (MR) condamnent son attitude. On peut sans doute y avoir des indices quant aux tendances internes au parti, entre son aile de centre gauche et celle de centre droit. Et qui se traduiraient par le mouvement de mauvaise humeur qui s'était manifesté chez certains humanistes durant l'été, plutôt catalogués à droite.

Ces derniers exprimaient tous, comme Benoît Lutgen, leurs inquiétudes sur une éventuelle alliance avec les nationalistes de la N-VA. Mais ils regrettaient que le CDH n'est même pas entamé des négociations et ils pointaient une occasion manquée de gouverner la Wallonie et Bruxelles au centre droit, sans le PS.

A. C.



Comme vous le savez peut-être, le président du CDH Benoît Lutgen a récemment refusé la proposition de l'informateur Charles Michel, informateur nommé par le Roi, de participer aux négociations dans la perspective de la formation du nouveau gouvernement fédéral? Trouvez-vous que le président du CDH a eu...de refuser la proposition de s'associer aux négociations pour la formation du nouveau gouvernement fédéral?

	BELGIQUE (*)	FLANDRE	BRUXELLES	WALLONIE
Tout à fait raison	14	7	23	23
Plutôt raison	13	11	16	17
Plutôt pas raison	20	22	20	15
Pas du tout raison/tout à fait tort	23	23	20	23
Sans avis	31	37	21	22

Source : Dedicated Research, septembre 2014

(*) Résultats pondérés selon le poids des régions

La Libre - RTBF

Sondage Dedicated dirigé par Marc Dumoulin et William Sterckmans, effectué par Internet, du 5 au 9 septembre 2014, sur un échantillon strictement représentatif de 2705 électeurs belges: 901 en Flandre, 902 à Bruxelles (19 communes) et 902 en Wallonie.

La marge d'erreur maximale (pour des fréquences observées proches de 50 %) est de $\pm 3,3\%$ sur les échantillons de Wallonie, de Bruxelles et de Flandre et de $\pm 1,9\%$ sur l'échantillon total.

Affiliations: Esomar, Febelmar, AQR, Win-Gallup. Certifications: EMRS.

Les électeurs de la N-VA applaudissent la mise au frigo des revendications communautaires

Durant la campagne, les électeurs de la N-VA avaient été progressivement habitués à l'éventualité que leur favori mette ses revendications communautaires de côté pour se donner une chance d'entrer dans la majorité fédérale. Le député Siegfried Bracke avait évoqué le premier cette idée, au début du mois de septembre 2013. Il avait été rabroué pour ses propos. Mais les remontrances de Bart De Wever avaient été bien mollassonnes. Il fallait calmer l'aile nationaliste du parti. Mais ce que disait Bracke, c'était bien la ligne du parti. En faisant du scrutin "un choix entre le modèle N-VA et le modèle PS", Bart De Wever n'exprimait d'ailleurs pas autre chose. Car aucune réforme de l'Etat, aucune majorité spéciale, n'est possible en Belgique sans l'appui du PS.

Maintenant que ce plan de conquête du pouvoir fédéral est sur le point de réussir, on peut se demander si les électeurs adhèrent à cette stratégie. A la lecture des résultats du baromètre La Libre/RTBF/Dedicated, la réponse est clairement oui. Vingt-trois pour cent seulement des électeurs flamands jugent que la N-VA a eu tort voire tout à fait tort de mettre ses revendications communautaires au frigo. Et ce constat est valable pour les électeurs de la N-VA eux-mêmes. Près de la moitié (49%) des personnes sondées qui ont voté pour la N-VA en mai esti-

ment que le parti nationaliste flamand a eu raison voire tout à fait raison d'abandonner ses revendications communautaires. Ils sont deux fois moins (25%) à penser qu'il n'aurait pas dû renoncer à son rêve confédéral.

Une surprise? Pas vraiment. Pour progresser sur le plan électoral, la N-VA a dû s'aventurer de plus en plus loin de son pré carré indépendantiste et chasser sur des terres inconnues. Elle est notamment allée chercher des voix dans les cercles des entrepreneurs dont le poids est déterminant en Flandre. Or ces électeurs nouveaux ne sont pas particulièrement intéressés par les questions communautaires. Ce qui les motive, c'est précisément les questions socio-économiques.

On relèvera que les électeurs du Vlaams Belang, clairement séparatistes, sont les plus critiques à l'égard de la stratégie de la N-VA. Au contraire des électeurs des autres partis, ils sont bien plus nombreux à penser que la N-VA a eu tort de faire profil bas sur le plan communautaire (49%) que raison (17%). Si la N-VA veut continuer à pomper dans l'électorat d'extrême droite, elle devra donc remuscler son discours communautaire.

Un répit temporaire

Ce que beaucoup pensent qu'elle fera rapidement. Dans l'esprit des électeurs en effet, la mise au frigo des revendications communau-

taires de la N-VA est très temporaire. Selon le baromètre La Libre/RTBF, 34% des Belges pensent que la N-VA va progressivement ramener ses revendications communautaires; 24% d'entre eux estiment même qu'elles reviendront "en force" une fois le gouvernement

mis en place. Les partenaires de la "suédoise" ne manqueront cependant pas de remarquer que ce sentiment est beaucoup plus fort à Bruxelles et en Wallonie – où 36% des électeurs ont cette conviction – qu'en Flandre.

V.R.



Dans le cadre des négociations pour la formation du prochain gouvernement fédéral, la N-VA, le parti de Bart De Wever, semble avoir abandonné ses revendications communautaires? Pensez-vous que la N-VA a eu raison d'abandonner ses revendications communautaires?

	BELGIQUE (*)	FLANDRE	BRUXELLES	WALLONIE
Tout à fait raison	18	15	20	24
Plutôt raison	21	24	17	17
Plutôt pas raison	10	14	7	5
Pas du tout raison/tout à fait tort	6	9	5	2
Vous estimez que la N-VA n'a pas abandonné ses revendications communautaires	21	12	31	33
Vous n'avez pas d'avis à ce sujet	23	26	20	19

Source : Dedicated Research, septembre 2014

(*) Résultats pondérés selon le poids des régions

La Libre - RTBF